

DÉCISION N°297/2018 DU 20 FÉVRIER 2018

**ATTRIBUTION DE MARCHÉ
MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE RELATIF AU CHANGEMENT DE TENSION
PROGRAMME 2018**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et notamment son article 42-2
- VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27
- VU** la délibération n° 303/2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif
- VU** le mandat en date du 14 juin 2016 confiant à la société publique locale « Archipel Aménagement » le mandat pour la finalisation de l'opération de changement de tension à Saint-Pierre et Miquelon
- VU** l'avis de marché de maîtrise d'œuvre relatif au changement de tension – Programme 2018 en date du 2 février 2018
- VU** l'avis émis par la commission des marchés à procédure adaptée réunie le 14 février 2018

DÉCIDE

Article 1 : Le marché de maîtrise d'œuvre relatif au changement de tension – Programme 2018 est passé avec la société INGENIERIE DES ILES SPM pour un montant de 57 200 €.

Article 2 : La Société Publique Locale « Archipel Aménagement » représentée par le Président Directeur Général Monsieur Bernard BRIAND est autorisée à signer tous les actes nécessaires à la passation de ce marché.

Article 3 : La dépense sera imputée au budget de la SPL « Archipel Aménagement ».

Article 4 : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 21/02/2018

Publié le 21/02/2018

ACTE EXÉCUTOIRE

**Pour le Président,
Le 2^{ème} Vice-Président**

Catherine HELENE

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*